



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Réforme des retraites

Question au Gouvernement n° 2652

Texte de la question

RÉFORME DES RETRAITES

M. le président. La parole est à M. Jean-Paul Lecoq.

M. Jean-Paul Lecoq. Mesdames et messieurs les ministres – sans oublier le Premier d'entre vous –, le Président de la République en personne vient vous inviter à faire preuve d'humanité : c'est tout dire ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*) Alors oui, nous sommes d'accord avec lui : revoyez vos copies !

Ce devoir d'humanité, cette impérieuse humanité, c'est sauver l'hôpital public et respecter l'engagement exemplaire des personnels hospitaliers (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et FI. – Mme Valérie Beauvais applaudit également.*) ; c'est doter nos écoles, collèges, lycées et universités du nombre d'enseignants dont nos gamins ont besoin pour assurer de leur avenir ; c'est arrêter de gazer nos pompiers qui viennent revendiquer des moyens adaptés pour sauver nos vies (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et FI. – M. Bruno Bilde applaudit également.*) ; c'est assurer une justice équitable pour tous, en cessant de démembrer tout l'édifice judiciaire ; c'est prendre à bras-le-corps les enjeux du vieillissement et cesser de regarder souffrir les EHPAD.

Mme Mathilde Panot. Oui !

M. Jean-Paul Lecoq. Ce n'est pas rester les bras croisés malgré les nombreux suicides dans le monde du travail, sans parler de la CSG, des APL, du logement social, du code du travail, des privatisations, des indemnisations des chômeurs et même du voile ! Ce n'est pas regarder couler les navires de migrants en Méditerranée ; ce n'est pas d'applaudir Trump quand il propose de cracher au visage des Palestiniens en guise de « deal du siècle ». (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et FI.*)

L'humanité, c'est écouter le peuple pour créer ensemble un monde plus démocratique, solidaire et écologique. C'est travailler avec les gens, et non contre eux. Pour les députés communistes, l'humanité c'est rejeter la réforme des retraites qui va détruire notre modèle social.

*Et pour savoir si la définition de l'humanité des Français est plus proche de la nôtre que de la vôtre, les députés communistes vous proposent, monsieur le Premier ministre, ainsi qu'à votre majorité, d'oser un référendum sur la réforme des retraites. Laissons donc le peuple trancher, laissons le peuple donner son avis car, au bout du compte, l'humanité, c'est aussi la démocratie. (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et FI. – M. Jean Lassalle applaudit également.*)*

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des retraites.

M. Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État chargé des retraites. Votre questionnaire porte sur la réforme de retraites, dont j'ai bien compris que vous la combattiez et que votre groupe s'y opposait.

Mme Mathilde Panot. Personne n'est d'accord avec vous !

M. Alain Bruneel. Référendum !

M. Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État . Sur le fond, monsieur le député, vous savez que la réforme, la transformation du système de retraite, était indispensable – et elle l'est toujours, car notre système a été conçu à un moment où il était utile et adapté : à l'issue de la Seconde guerre mondiale.

Mais il n'est plus aujourd'hui en adéquation avec la réalité de notre société et avec celle du marché de l'emploi. Vous proposez d'agir différemment et de soumettre ce projet de loi à un référendum. Mais quelle question faudrait-il alors poser ?

M. Christian Hutin. Vous allez vous prendre une raclée !

M. Jean-Paul Lecoq. Il faut demander : êtes-vous pour ou contre ?

M. Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État . Êtes-vous pour ou contre ... mais pour ou contre quoi ? La solidarité ? Êtes-vous pour ou contre le fait de permettre à 5 millions de femmes de bénéficier d'une majoration de pension... (Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)

M. Thibault Bazin. C'est faux !

M. Laurent Pietraszewski, secrétaire d'Étatcar nous allons introduire cette possibilité dès le premier enfant ? (Protestations sur les bancs du groupe GDR.) Êtes-vous pour ou contre la fixation à 1 000 euros du minimum de pension ? Êtes-vous pour ou contre un minimum de retraite pour les agriculteurs, les commerçants, les artisans et tous ceux qui ne bénéficient pas d'une pension correcte ? (Protestations continues sur les bancs du groupe GDR.)

M. Christian Hutin. Et les caissières d'Auchan ?

M. Maxime Minot. Ce n'est pas à vous de poser les questions !

M. le président. Monsieur Minot, s'il vous plaît !

M. Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État . Sur le fond, monsieur le député, vous êtes vous-même d'accord...

M. Alain Bruneel. Non, nous ne sommes pas d'accord !

M. Laurent Pietraszewski, secrétaire d'Étatcar je comprends l'importance de votre question au regard de votre choix politique. Je sais qu'au fond, vous êtes favorable à ces mesures de solidarité. (« Non ! » sur les bancs des groupes GDR et FI.) La réalité, c'est que vous avez sur ce sujet une approche purement légistique et limitée. Je ne crois pas que la question soit uniquement celle de la forme que prendra le débat. Mais débattre ici dans cet hémicycle, comme nous le faisons en commission spéciale, c'est redonner la parole aux représentants de la nation que nous sommes tous, que vous êtes tous.

M. Marc Le Fur. On n'a rien compris, c'est du baratin !

M. Pierre-Henri Dumont. Blabla !

Données clés

Auteur : [M. Jean-Paul Lecoq](#)

Circonscription : Seine-Maritime (8^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2652

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Retraites

Ministère attributaire : Retraites

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [5 février 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [5 février 2020](#)